



INTERVIEW DE ... JEAN BAPTISTE EYRAUD

UN TOIT, C'EST UN DROIT !

EE : Ces 300 familles qui luttent pour un logement décent, qui résistent au froid, à la pression policière, aux évacuations, qui sont-elles ?

Jean-Baptiste Eyraud : La majorité d'entre elles sont dans des hôtels, où la chambre coûte entre 30 et 50 euros la nuit. Avec les enfants, il en faut plusieurs. Les services sociaux ne prennent en charge qu'une partie et les familles doivent consacrer plus de 70 % de leurs revenus à payer l'hôtel. De plus en plus de familles sont ainsi « accueillies ». Elles ont des papiers ou sont françaises, travaillent pour la plupart. Elles sont mal payées avec des horaires décalés, assument les sales boulots : elles nettoient nos villes, torchent nos vieux, s'occupent des bébés, mais elles ne trouvent pas de logement ! On ne loge plus les pauvres, les précaires... Les prix des loyers ont flambé. Il y a 50 ans, on construisait des HLM, maintenant on les détruit. Il existait des espaces de logement dans les quartiers populaires mais ce type d'habitat a disparu sous le coup de la spéculation immobilière et des politiques publiques de l'habitat... Une autre partie de ces familles sont hébergées chez des tiers ou en foyers. Voilà donc des personnes qui travaillent, qui payent des impôts mais qui ne peuvent pas se loger, victimes de discriminations et du fait que pour le logement social, la demande est saturée !

EE : C'est leur première expérience de lutte ?

JBE : Nous menons cette campagne sur la question des familles hébergées depuis plusieurs mois et avons fait un certain nombre d'actions collectives. Il faut bien sûr plus de logements sociaux mais aussi des règles objectives d'attribution, des critères établis pour sortir de l'arbitraire. Face à la crise, il faut des solutions d'urgence : faire appliquer la loi de réquisition puisqu'il y a des logements vides ; « mobiliser » le patrimoine public plutôt que d'alimenter la spéculation immobilière ; louer des logements dans le parc privé pour y installer des familles en difficulté, ce qui revient moins cher que l'hôtel et représente une solution stable pour les familles. Il faut en finir avec le scandale de ces hôtels dont les tenanciers ont arrêté de changer les draps, de faire le ménage et laissent la situation se dégrader, pourrir au point d'être dangereux. On se souvient des incendies comme celui de l'hôtel Opéra où il y eut 25 morts.

EE : Qu'est-ce qui se passe pour la scolarisation des enfants ?

JBE : Les enfants sont brinquebalés de communes en communes et se retrouvent dans une situation d'errance permanente. Ce qui contribue à rendre ces familles si décédées : elles ne veulent plus vivre ces situations-là ! Elles ont résisté à plusieurs assauts policiers, les femmes ont été bousculées et les gamins vivent ça très mal. Nous avons vécu près d'un mois de siège rue de la Banque, en permanence face à un demi escadron de gardes mobiles.

EE : La mobilisation de personnalités change-t-elle la situation ?

JBE : Les images de la police arrachant les sacs de couchage, démontant les bâches installées, rendant ainsi la vie impossible aux familles, ont choqué l'opinion et le vent commence à tourner, à tel point que le siège du campement se fait moins pressant. La situation reste cependant bloquée. Le ministère s'en prend aux artistes qui nous soutiennent : ils « gesticulent » ! Il accuse le DAL de manipuler les familles, les enjoignant de retourner

chez elles puisqu'elles sont logées. Que madame Boutin aille passer quelques nuits dans ces hôtels borgnes ! Nous sentons malgré tout un léger fléchissement... et pas de notre côté !

EE : Où en est le mouvement de soutien ?

JBE : On a réussi à créer un front des associations, le « ministère de la crise du logement ». Côté syndical, la FSU est très impliquée, Solidaires aussi, et des petits bouts de la CGT. Côté associatif, on a le soutien du réseau Emmaüs, mais les associations de locataires n'ont pas pris position. Les associations de chômeurs, RESF, sont bien là ainsi que Don Quichotte. Au niveau politique, la LCR est très présente, les Verts, les Libertaires aussi, le PC en pointillé et le PS totalement absent. On essaye d'avoir une liaison avec les étudiants, souvent mal logés, comme avec les cheminots ou les postiers qui ont aussi du mal à se loger... Une convergence qui, au delà de la symbolique, permettrait de poser le problème de société que représente le logement des plus démunis ! ●



PHOTO : D. VEY

Plus de 300 familles, femmes et enfants, occupent depuis le 3 octobre le 24 rue de la Banque, à Paris. Allongées sous des toiles bleues, elles revendiquent l'application de la loi pour un logement décent. Malgré les expulsions, les provocations, les insultes de Boutin, le mouvement ne fléchit pas. Le DAL (Droit au Logement) et d'autres associations de défense des sans et mal logés ont créé le « ministère de la crise sociale » dans les locaux d'une banque, à deux pas de la Bourse et du CAC 40... Retour sur cette mobilisation avec Jean-Baptiste Eyraud, président du DAL.



Le 11 novembre, manif pour le logement.



PROPOS RECUEILLIS PAR DANIEL VEY